

JANVIER 2026
n°356

SOMMAIRE

Page 1 :

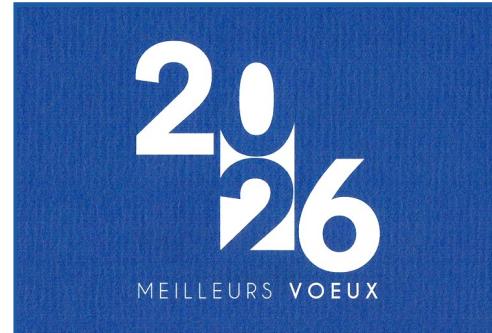
Fiscalité : les effets de la loi de financement de la Sécurité sociale

Pages 2 à 3 :

Marchés boursiers : bilan 2025 et perspectives 2026

Page 4 :

Panorama des marchés financiers et chiffres clés



NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE CONFiance ET VOUS PRESENTONS NOS MEILLEURS VŒUX POUR CETTE NOUVELLE ANNEE

FISCALITE : LES EFFETS DE LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE

Concernant la loi de finances, les années se suivent et se ressemblent puisque, comme l'an dernier, les parlementaires n'ont pas adopté le projet de loi de finances dans les délais impartis et, afin d'assurer la continuité du fonctionnement de l'État, une loi spéciale a dû être promulguée. En revanche, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été adopté, intégrant une mesure fiscale défavorable aux épargnants. **En effet, le texte prévoit une hausse de 1,4 point de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du capital.** Le taux de CSG passe ainsi de 9,2 % à 10,6 %, portant les prélèvements sociaux globaux de 17,2 % à 18,6 % et le taux du prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % à 31,4 %.

Par exception, le taux de 9,2 % est maintenu pour certains revenus du patrimoine et produits de placement, tels que les revenus fonciers, les plus-values immobilières, les contrats d'assurance-vie, les contrats de capitalisation, les plans d'épargne populaire (PEP), les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans d'épargne logement (PEL).

Il est à noter qu'en matière immobilière, seule la location nue bénéficie de l'exclusion de la hausse de la CSG. En conséquence, les revenus issus de la location meublée, fiscalement imposés dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), subissent cette augmentation. Il en va de même pour les plans d'épargne retraite (PER), où seuls les PER assurantiels, c'est-à-dire ceux souscrits auprès d'une compagnie d'assurance, échappent à la hausse de la CSG. Les PER bancaires, assimilables à des comptes titres, se trouvent de fait soumis à l'augmentation de la CSG sur les produits et gains qu'ils génèrent.

Notre droit fiscal n'étant pas à une complexité près, la date d'application de cette mesure diffère selon la nature des revenus. S'agissant des revenus du patrimoine, la hausse s'applique à compter de l'imposition des revenus de l'année 2025. En revanche, pour les produits de placement, son application est fixée au 1^{er} janvier 2026. Compte tenu de ces éléments, les plus-values de cession de valeurs mobilières, les rentes viagères à titre onéreux, les BIC non professionnels ainsi que les locations meublées non professionnelles (LMNP) sont soumis à une imposition rétroactive à effet du 1^{er} janvier 2025. À l'inverse, les dividendes, les intérêts des livrets d'épargne et des comptes à terme ainsi que les gains issus des retraits des PEA sont impactés à compter du 1^{er} janvier 2026.

MARCHES BOURSIERS : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

L'année 2025 a été un tournant pour les marchés financiers puisqu'après plusieurs exercices marqués par l'inflation, le resserrement monétaire et une forte volatilité, les investisseurs ont progressivement retrouvé visibilité et confiance. **Le scénario longtemps espéré d'un atterrissage en douceur de l'économie mondiale s'est matérialisé, permettant aux marchés actions d'inscrire une nouvelle phase de hausse ponctuée par de nombreux records historiques.** Tel est le cas pour le S&P 500, le Nasdaq Composite, le Dow Jones et le Russell 2000 qui confirmant ainsi le rôle moteur du marché boursier américain. En Europe, les bourses allemandes, espagnoles, italiennes et françaises ont également franchi des niveaux inédits. Au sein des pays asiatiques, les bourses japonaises et coréennes ont été à la fête en gravissant de nouveaux sommets. Il en est en de même pour les indices globaux tels que le MSCI World et l'Euro Stoxx 50 qui confirment la dynamique globale des marchés boursiers.

Au cours de 2025, la principale période de fortes incertitudes est apparue en avril lors de l'épisode du « liberation day » quand les autorités américaines ont annoncé une hausse généralisée des droits de douane. Toutefois, les craintes du ralentissement du commerce mondial, de représailles commerciales, de pressions inflationnistes et des incertitudes sur les chaînes d'approvisionnement se sont vite estompées, laissant le scénario macroéconomique de fond inchangé, poussé par la robustesse des bénéfices des entreprises. Ainsi, **les grandes capitalisations internationales ont continué d'afficher une croissance solide, portées par leur capacité à préserver leurs marges et à capter les grandes tendances structurelles.** Cette résilience des résultats a constitué un socle essentiel de la performance boursière de 2025 avec la poursuite de la dynamique autour de l'intelligence artificielle, des semi-conducteurs et des infrastructures numériques ainsi que le renforcement des investissements liés à la réindustrialisation, aux infrastructures et à la défense. Ces thématiques ont concentré une part significative de la performance annuelle contribuant à une hausse des marchés demeurée toutefois très concentrée sur un nombre limité de valeurs.

L'action des banques centrales a incontestablement participé à cette embellie. En effet, grâce au reflux de l'inflation dans les grandes économies, les banques centrales ont adopté une politique plus accommodante ponctuée par des baisses de leur taux directeur ce qui a eu pour effet de renforcer l'attrait des actions.

Dans ce contexte idyllique, la principale ombre au tableau a concerné la baisse du dollar face à l'euro. Pour les investisseurs européens que nous sommes, la belle performance des actions internationales et américaines a été obérée par un change affichant un recul de l'ordre de 13 % rendant les valeurs européennes plus rentables que celles d'Outre-Atlantique. Ainsi, parmi les grands indices, la meilleure performance calculée en euro revient à l'Allemagne (+23 %), le Royaume-Uni (+16 %), le Japon (+14 %), la Chine (+13 %) et la France (+10%) tandis que les USA ferment la marche avec un modeste gain de 2 %. Au global, l'indice mondial en euros performe de 6 %. Les cinq pays qui ont enregistré la plus forte progression boursière convertie en euro sont la Colombie (+74 %), la Corée (+73 %), la Bulgarie (+62 %), l'Espagne (+56 %) et la Grèce (+54 %). Les cinq pays à avoir essuyé les pertes les plus élevées sont la Serbie (-59 %), le Liban (-38 %), le Danemark (-25 %), le Bangladesh (-24 %) et la Jamaïque (-20 %).

Dans ce contexte boursier où les valorisations sont élevées, quelles sont les perspectives des marchés pour 2026 ? Pour répondre à cette question, il convient de s'attarder sur la croissance économique attendue et l'évolution des taux d'intérêt car ces éléments conditionnent les marchés boursiers.

En ce début d'année 2026, le consensus des grandes institutions économiques converge vers un scénario de croissance mondiale modérée mais résiliente, estimée autour de 3 %, dans un environnement marqué par la normalisation de l'inflation, l'assouplissement progressif des politiques monétaires et une dynamique économique très contrastée selon les régions.

Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir tout en restant solide, autour de 1,8 % à 2 % en 2026. L'économie américaine devrait continuer de bénéficier d'une consommation robuste, d'un marché de l'emploi encore résilient et d'investissements soutenus dans les technologies, notamment liées à l'intelligence artificielle et aux infrastructures.

En zone euro, la croissance attendue demeure plus modeste, comprise entre 1,2 % et 1,5 %. L'amélioration progressive de la conjoncture devrait provenir des effets positifs du plan Merz destiné à relancer la croissance allemande et à repositionner l'Allemagne comme moteur de l'Europe dans un environnement énergétique plus stable qu'au cours des années précédentes. Néanmoins, la fragmentation économique entre états membres et la faiblesse structurelle de la productivité continuent de peser sur le potentiel de croissance à long terme.

Les perspectives de croissance pour le Japon demeurent modérées avec un consensus compris entre 0,6 % et 0,9 %. Cette croissance devrait être soutenue par la consommation intérieure, l'investissement des entreprises et la poursuite de la normalisation salariale. En revanche, la contribution du commerce extérieur pourrait rester plus limitée dans un environnement international encore incertain.

La Chine devrait afficher une croissance autour de 4,5 % en 2026. Si ce rythme reste inférieur aux standards historiques, il demeure élevé au regard des économies développées. La transition vers un modèle davantage axé sur la consommation intérieure et les services se poursuit dans un contexte démographique et immobilier difficile.

L'Inde, quant à elle, s'impose comme l'un des moteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale, avec une croissance attendue entre 6 % et 7 %. Cette performance repose sur des fondamentaux solides : démographie favorable, investissements publics et privés soutenus, digitalisation rapide et montée en puissance de la classe moyenne. Plus largement, l'Asie émergente devrait enregistrer une croissance moyenne proche de 4 %, confirmant son rôle central dans la dynamique économique mondiale.

Outre leurs effets sur le marché obligataire, les taux d'intérêt jouent un rôle central dans la valorisation des marchés actions car ils déterminent à la fois la valeur des entreprises, l'attractivité relative des actions par rapport aux autres placements, le coût du financement et les perspectives de croissance économique. Une baisse des taux tend à soutenir les marchés actions en augmentant les valorisations et en favorisant la prise de risque tandis qu'une hausse prolongée exerce une pression négative sur les cours.

Les taux longs exercent l'influence la plus directe sur les marchés boursiers, car ils déterminent le taux d'actualisation des bénéfices et les niveaux de valorisation. Les taux courts, pilotés par les banques centrales, jouent surtout un rôle de déclencheur et de signal influençant la liquidité et le sentiment de marché à court terme. Les deux sont donc complémentaires mais n'agissent pas sur les marchés actions au même horizon de temps. Pour 2026, les taux longs devraient se stabiliser à des niveaux élevés comparés à la décennie précédente mais en légère décrue par rapport aux sommets récents. Aux États-Unis, le rendement des emprunts d'Etat à 10 ans devrait osciller dans une fourchette comprise entre 3,75 % et 4,25 %. En Europe, il est attendu autour de 2,8 % à 3,0 % et au Japon, il devrait se situer en dessous de 2 %. Aux dires de certains analystes, au regard des besoins des états pour financer leurs dépenses et les plans de relance, la demande de crédit devrait rester soutenue, ce qui risquerait de provoquer des tensions sur les taux d'intérêt, et ce d'autant plus dans le contexte de la hausse des taux japonais, qui aura mécaniquement pour effet de réduire la demande en faveur des bons du Trésor américains et ainsi de contribuer à la hausse des taux aux États-Unis.

Compte tenu de ces éléments, 2026 s'annonce comme une année de croissance économique sans excès, mais suffisamment solide pour soutenir les marchés financiers, à condition d'adopter une allocation géographique sélective. À cet égard, les stratégies recommandent de favoriser le marché américain, compte tenu des bonnes perspectives de croissance des bénéfices des grandes valeurs technologiques et de baisse des taux à court terme qui sera initiée par le nouveau président de la Fed lors de son entrée en fonction au printemps. Les plus hardis anticipent une progression du S&P 500 de près de 20 %, tandis que les plus prudents parient sur une progression proche de 10 %. L'évolution du dollar demeure une variable importante, car elle influe directement sur la performance réelle pour les investisseurs européens. **Les projections des grandes banques et analystes financiers convergent vers une légère tendance à l'affaiblissement du dollar américain tout au long de 2026** en raison d'une politique monétaire plus accommodante de la Fed. Les prévisionnistes tablent sur une parité comprise entre 1,20 et 1,25 d'ici à la fin 2026.

Les grandes maisons de gestion se montrent optimistes pour les actions indiennes. La performance attendue se situe généralement entre +10 % et +15 %, soutenue par une croissance économique robuste, une dynamique bénéficiaire solide et un moteur domestique puissant. Si les valorisations apparaissent élevées, elles sont justifiées par la qualité et la visibilité de la croissance, faisant de l'Inde l'un des marchés émergents les plus attractifs à moyen terme.

Au Japon, le consensus dégage une performance attendue comprise entre 7 et 12 %, portée par des valorisations attractives et une amélioration des bénéfices. Les perspectives sont jugées favorables, à l'équilibre entre croissance des résultats et niveaux de valorisation, ce qui pourrait attirer les flux internationaux.

L'évolution du marché chinois est plus nuancée chez les gérants, en raison des défis structurels persistants, notamment une croissance domestique modérée et un cadre réglementaire spécifique. Il en résulte néanmoins une progression attendue de l'ordre de 5 % à 10 %, portée par des perspectives de résultats et des réformes structurelles graduées.

Les anticipations pour l'Europe sont plus modestes, avec une progression moyenne estimée autour de 5 %. En dépit d'une croissance économique limitée, les valorisations raisonnables couplées à des thématiques de souveraineté économique et de défense devraient néanmoins favoriser la progression des marchés européens.

Le consensus reste fondamentalement haussier pour l'or en 2026, avec une prévision du cours de l'once située autour de 4 500 dollars. Des scénarios plus optimistes, avec une once au-delà du seuil des 5 000 dollars, pourraient se dessiner en cas de poursuite de la dynamique haussière impulsée par la forte demande des banques centrales et des ETF, de son rôle de valeur refuge et de la baisse des taux américains.

En 2026, le consensus privilie une allocation obligataire recentrée sur la qualité et le portage. Dans un contexte de taux longs stabilisés à des niveaux élevés, les obligations souveraines et le crédit investment grade redeviennent des piliers de portefeuille, offrant à la fois rendement et diversification. La stratégie dominante repose davantage sur le portage et la gestion de la duration que sur des paris directionnels sur l'évolution des taux. Le high yield et la dette émergente conservent une place plus tactique, avec une approche sélective.

Le consensus préconise une allocation équilibrée, avec une exposition majoritaire aux actions comprise entre 55 % et 65 %, complétée par un renforcement des obligations représentant 30 % à 40 %, qui retrouvent leur rôle de diversification et de stabilisation des portefeuilles. Le monétaire, moins rémunérateur compte tenu du niveau des taux à court terme, conserve une place plus réduite et essentiellement tactique.

En dépit de marchés jugés chers, notamment sur les grandes capitalisations américaines et l'univers des valeurs liées à l'intelligence artificielle, les marchés actions offrent de bonnes perspectives, marquées par le retour d'un équilibre entre croissance, inflation et politique monétaire, à condition de faire preuve de sélectivité et de diversification. Les experts recommandent d'investir à la fois sur les grandes, mais aussi sur les petites et moyennes capitalisations, de diversifier les expositions vers les pays émergents, et de privilégier les secteurs défensifs ainsi que les valeurs délaissées. Enfin, il convient de garder à l'esprit que, lorsque le consensus met unanimement en garde contre des valorisations excessives et la formation de bulles, la probabilité de voir les marchés enregistrer une forte correction est faible car les bulles se forment dans des environnements d'euphorie et d'optimisme excessif.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 décembre 2025

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	8 149,50	0,33%	10,42%	25,89%	46,80%
PARIS (CAC 40 GR)	26 323,56	0,54%	14,28%	38,56%	70,53%
PARIS (CAC Mid&Small)	14 422,72	2,81%	13,11%	7,91%	8,28%
PARIS (CAC All-Tradable)	6 043,88	0,50%	10,49%	24,00%	40,12%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	5 791,41	2,17%	18,29%	52,66%	63,02%
NEW YORK (Dow Jones)	48 063,29	0,73%	12,97%	45,00%	57,04%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	23 241,99	-0,53%	20,36%	122,06%	80,33%
FRANCFORTE (Dax Xetra)	24 490,41	2,74%	23,01%	75,89%	78,52%
LONDRES (FTSE 100)	9 931,38	2,17%	21,51%	33,28%	53,72%
TOKYO (Nikkei 225)	50 339,48	0,17%	26,18%	92,91%	83,43%
MONDE (Msci World) en Euros	371,18	-0,25%	6,33%	52,30%	63,56%

Taux d'intérêt	3 mois	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	2,02%	2,32%	3,35%	3,60%	4,16%
ETATS-UNIS	3,64%	3,50%	3,74%	4,12%	4,89%
ROYAUME-UNI	3,90%	3,68%	3,94%	4,60%	5,21%
JAPON	0,55%	1,18%	1,58%	2,10%	2,97%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	117 000 €	0,87%	45,36%	110,92%	134,00%
NAPOLEON	714,90 €	7,50%	48,97%	109,16%	134,47%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1747	1,28%	12,89%	9,75%	-4,49%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8723	-0,41%	5,15%	-1,44%	-3,39%
EURO / 100 YENS	¥ 183,70	1,36%	12,49%	30,85%	44,75%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 0,9302	-0,33%	-1,11%	-5,99%	-14,20%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 décembre 2025

PRODUIT INTERIEUR BRUT 3 ^{eme} TRIMESTRE 2025	2 965,81 milliards d'euros
DEFICIT PUBLIC 2024	169,6 milliards d'euros soit 5,8 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 3 ^{eme} TRIMESTRE 2025	3 482,2 milliards d'euros soit 117,4 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,50 % au 3eme trimestre 2025
PRODUCTION INDUSTRIELLE	+0,20 % en octobre 2025
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,4 % en octobre 2025
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	4 005 euros par mois à compter du 01/01/2026
SMIC (BRUT)	12,02 € au 01/01/2026 soit 1 823,03 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 0,90 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	- 0,45 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 0,87 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	7,70 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311 - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Référencée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier et courtier d'assurance.

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle délivrée par la CCI de Lille N° CPI 5906 2016 000 011 371) - Garantie financière « non détention de fonds pour compte de tiers » et